



La lettre des directeurs de CIO

Édito du président

SOMMAIRE

<i>Edito</i>	<i>p 1</i>
<i>Enquête CIO Etat-Département</i>	<i>p 3</i>
<i>Lyon Rive Gauche, un CIO exemplaire</i>	<i>p 8</i>
<i>Lettre au Recteur</i>	<i>p 12</i>
<i>La règle de stabilité minimale</i>	<i>p 13</i>
<i>Pétition</i>	<i>p 14</i>
<i>Échos des Académies</i>	<i>p 15</i>
<i>Bulletin d'adhésion</i>	<i>p 16</i>

Directeur de la Publication
Denis PETRUZZELLA
Rédacteur en Chef
Patrick DEPERRAZ
patrick.deperraz@ac-grenoble.fr
Comité de Rédaction
Conseil d'Administration
de l'ANDCIO

L'ANDCIO une
association pour tous les
Directeurs
Visitez son site internet
<http://perso.wanadoo.fr/adcio>

Jamais, sans doute, dans les CIO, n'avons nous connu une période aussi opaque.

De nombreuses déclarations, au plus haut niveau de l'État, posent la réforme de l'orientation et de l'insertion professionnelle des jeunes comme l'un des piliers de l'action du gouvernement. Pourtant, les quelques informations dont nous disposons laissent penser que ce n'est pas vraiment le cas. La conception de l'orientation qui transparait de ces discours est souvent réduite à une simple amélioration de l'information donnée aux élèves et d'un développement volontariste de l'apprentissage. Les perspectives évoquées se résument à une mise en synergie des différents acteurs de l'orientation et de l'insertion.

Sans exclure la nécessité de progrès dans ces domaines, nous affirmons, depuis longtemps que l'essentiel n'est pas là : la problématique éminemment complexe que constitue, pour les jeunes, la construction d'un projet professionnel et d'un projet d'études, la maîtrise

des compétences favorisant l'insertion professionnelle ne peuvent être sérieusement traitées par quelques mesures se voulant pragmatiques et de bon sens.

C'est, entre autres, par le développement d'un conseil de haut niveau aux élèves, leurs parents et également du conseil technique aux équipes qu'il sera possible de mieux répondre aux aspirations et besoins des jeunes et de leur famille, aux exigences croissantes d'une formation générale et professionnelle de bon niveau, aux perspectives d'insertion qu'offre le marché du travail.

Nous savons, par ailleurs, que ce ne sont ni les qualifications acquises par les individus, ni les projets qu'ils élaborent qui sont susceptibles de créer, à eux seuls, des emplois et de résoudre les graves problèmes d'insertion professionnelle qui touchent particulièrement les jeunes au sortir de l'École et ce même si une meilleure adéquation formation emploi est nécessaire.

L'existence d'un véritable service public d'information et d'orientation, gratuit, indépendant et de qualité au sein du minis-

ère de l'Éducation Nationale constitue l'une des conditions indispensables à la préservation d'un minimum d'équilibre démocratique dans le fonctionnement de l'orientation au sein du système éducatif. Il est la clé d'une orientation véritablement citoyenne où l'élève, l'étudiant sont acteurs de leur devenir.

Laisser le conseil en orientation à la seule initiative d'intervenants divers, qu'ils soient partie prenante dans la décision, comme les enseignants, où futurs employeurs des élèves et étudiants où leurs mandataires (chambres des métiers...) constitue une régression démocratique considérable, vidant de sa substance le droit au conseil en orientation, le droit à une information neutre, vérifiée, assurée.

C'est pourtant bien dans cette direction que les propositions annoncées semblent nous conduire !

Dans le même temps, la poursuite d'une politique manquant d'ambition, d'objectifs clarifiés et de moyens conséquents contribue à ce que se multiplient les impasses pour nos CIO :

- action concertée de certains conseils généraux pour se débarrasser du financement des CIO dont ils ont la responsabilité, ce qui conduit à ce que certains centres soient déjà privés de budget d'investissement. D'autres font l'objet d'un ultimatum pour amener l'État à prendre en charge, à court terme, leur budget sans que ce dernier ne semble décidé à assumer de nouvelles responsabilités financières, ni à user de son autorité pour contraindre les exécutifs territoriaux à respecter leurs obligations.

- multiplication des problèmes d'expulsion de CIO par les collectivités propriétaires des locaux sans que des solutions satisfaisantes ne soient proposées.

- diminution, voire risque de disparition, dans certaines académies, des enveloppes de frais de déplacement pour les CIO à gestion étatisée, s'accompagnant, un peu partout, d'une application extrêmement rigoureuse de la LOLF, ce qui contribue à conduire ces centres à l'impasse budgétaire dès le mois de juin.

- baisse vertigineuse du recrutement de nouveaux COP, qui, si on croit les prévisions de la DEP au ministère, devrait conduire à la diminution d'environ 700 COP titulaires sur le terrain en septembre 2008, au moment où les 55 nouveaux conseillers recrutés cette année sortiront des centres de formation.

Cette décroissance représente 15% de l'effectif actuel si on tient compte du déficit recrutement /départs pour les promotions 2004, 2005, 2006. Elle concerne un corps qui n'a pas connu de créations de postes depuis plus de vingt ans alors que ses tâches ont été multipliées.

Cette situation fait peser une lourde hypothèque sur le nombre de postes qui va probablement

connaître une érosion parallèle. De plus, elle risque de conduire à la disparition de tout ou partie des centres de formation existants.

Ce tableau catastrophique, quoique non exhaustif, ne nous surprend pas vraiment. Nous avons, parmi d'autres, tiré la sonnette d'alarme depuis longtemps, insistait sans relâche pour que soit initiée, dans les plus brefs délais, une réforme constructive de nos services, de nos missions, de nos statuts. Lorsque nous parlons de réforme, encore faut-il préciser que nous n'employons pas ce terme dans l'acception, quelque peu abusive bien que très utilisée ces temps-ci, où il désigne des évolutions entraînant des régressions sociales systématiques.

Plus que jamais, nous considérons que notre véritable « valeur ajoutée » dans le système éducatif ainsi que pour l'ensemble de nos consultants se fonde sur **notre qualification dans le conseil en orientation**, qui implique une formation de haut niveau en psychologie, en économie, en sociologie, dans la connaissance des métiers et des qualifications, des systèmes de formation. Notre statut de fonctionnaires d'État nous donne le cadre qui nous permet de conserver l'indispensable impartialité vis à vis de tous les intérêts, bien souvent contradictoires, qui s'expriment dans le champ de l'orientation.

Plus que jamais, nous considérons que notre meilleur atout, le mieux à même de nous permettre d'atteindre nos missions, d'améliorer nos services, c'est le réseau des C.I.O., qu'il convient de rénover, de renforcer, de promouvoir auprès des usagers et des partenaires, ainsi que l'existence d'un office national capable de nous outiller d'une information complète, neutre, fiable et actualisée

Plus que jamais, nous considérons qu'en rénovant les statuts des personnels, en particulier des directeurs de CIO, en renforçant le statut des centres, en clarifiant nos missions, en nous associant étroitement à une politique ambitieuse de promotion de l'égalité des chances (même remarque que pour la « réforme » !) notre ministère oeuvrera pour l'amélioration de la réussite scolaire, de l'orientation scolaire et universitaire, de l'insertion professionnelle, et contribuera à préserver le lien social.

Les directeurs de Centres d'Information et d'Orientation qui se reconnaissent dans l'AND-CIO sont depuis longtemps prêts à s'investir dans de telles perspectives, à jouer un rôle moteur auprès de leurs collègues conseillers et personnels administratifs des CIO et de l'ensemble des acteurs de terrain du système éducatif, chefs d'établissements, au sein des bassins d'éducation et de formation, équipes éducatives dans les établissements scolaires où nous intervenons. Ils sont également prêts à jouer le rôle de médiateurs, prêts à impulser, à faciliter l'ouverture de l'École sur le monde économique. Les services d'orientation du ministère de l'Éducation Nationale ont toujours joué un rôle important dans la diffusion des innovations et des progrès au sein du système éducatif, ils sont prêts à s'engager dans la promotion de changements véritablement progressistes. Ils ont besoin, pour ce faire, d'un soutien clair et ambitieux de leur ministère. Les constats évoqués plus haut nous permettent de douter que ce soit actuellement le cas.

Denis Petruzzella



Association Nationale des Directeurs de Centre d'Information et d'Orientation

CIO « Mistral » 16 rue Jules Ferry 13120 Gardanne

Tél. 04-42-12-61-86 - Fax 04-42-65-96-91 - Mob. 06-16-21-18-67

e-mail : denis.petruzzella@nerim.fr

SIREN 391 320 991 – SIRET 391 320 991 00014

Enquête sur le fonctionnement des CIO : *nous remercions l'ensemble des directrices et directeurs de CIO qui ont passé un peu de temps à renseigner ce questionnaire.*

1. Votre CIO est à gestion
d'Etat ☐ 103 **53%** départementale ☐ 88 + municipale ☐ 1 + régionale: 1 = **47%**
2. Les conditions de logement de votre CIO sont-elles satisfaisantes ?
Oui ☐ 156 **81%** Non ☐ 35 **18%** n/r : 2
3. Rencontrez-vous des difficultés de (re)logement pour votre CIO ?
Oui ☐ 38 **20%** Non ☐ 135 n/r : 20
Si oui précisez lesquelles :
*Vétuste, insalubre, non accès aux handicapés, inadapté, mal situé,
Problèmes pour effectuer les travaux d'entretien courant
Problème de relogement en fin de bail (loyers trop onéreux)
Relogement souvent provisoire (collège ou autre)*
4. Les frais de déplacement prévus en 2005 vous ont-ils été attribués intégralement ?
Oui ☐ 140 **73%** Non ☐ 48 **25%** inconnu : 5
Si non, ils ont subi une diminution de :
Moins de 15 % ☐ 9 **5%** De 15 à 25 % ☐ 18 **9%** de 25 à 35 % ☐ 6 **3%** Plus de 35 % ☐ 1
N/r : 14
5. Les frais de déplacement prévus pour 2006 sont-ils en diminution par rapport à la somme qui a été mandatée en 2005 ?
Oui ☐ 44 **23%** Non ☐ 112 **58%** inconnu : 37
Si oui, ils subissent une diminution de :
Moins de 15 % ☐ 13 De 15 à 25 % ☐ 15 Plus de 35 % ☐ 6 n/r : 2
6. Pour les CIO départementaux (ou municipaux), la collectivité territoriale de rattachement vous alloue-t-elle, toutes choses égales par ailleurs, un budget en diminution par rapport à 2005 ? (% des CIO départementaux+municipaux+régionaux)
Oui ☐ 14 **16%** Non ☐ 70 **78%** inconnu : 6
Si oui, il subit une diminution de :
Moins de 15 % ☐ 9 **10%** De 15 à 25 % ☐ 3 Plus de 35 % ☐ 1 n/r 1

en augmentation par rapport à 2005 ?
Oui ☐ 15 **17%** Non ☐ 48 **53%**
Si oui, il bénéficie d'une augmentation de :
Moins de 15 % ☐ 11 **12%**
Avez-vous la possibilité de gérer votre budget de façon autonome ?
Oui ☐ 32 **36%** Non ☐ 55 **61%**
Si non, quelles difficultés rencontrez-vous ?

Refus de voter le budget d'un CIO : Pas de budget attribué depuis le 01/01/2006 : le CIO est tributaire des services du conseil général, auxquels le DCIO envoie les bons de commande pour toutes les dépenses, qui de fait sont honorés ou pas.

La collectivité de rattachement demande-t-elle l'étatisation de votre CIO ?

Oui ☐ 13 **14%** Non ☐ 73 **81%**

Si oui, y-a-t-il refus de voter le budget du CIO ?

Oui ☐ 2 Non ☐ 19

7. Pour les CIO d'Etat le budget prévu en 2005 vous a-t-il été attribué intégralement ? (% des CIO étatisés)

Oui ☐ 31 **30%** Non ☐ 69 **67%**

Si non, il a subi une diminution de :

Moins de 15 % ☐ 14 **14%** De 15 à 25 % ☐ 27 **26%** de 25 à 35 % ☐ 15 **15%** n/r : 14

Le budget prévu en 2006, toutes choses égales par ailleurs, est-il en diminution par rapport à la somme qui a été mandatée en 2005 ?

Oui ☐ 50 **49%** Non ☐ 27 **26%** inconnu : 26

Si oui, il subit une diminution de

Moins de 15 % ☐ 24 **23%** De 15 à 25 % ☐ 17 **17%** de 25 à 35 % ☐ 1 Plus de 35 % ☐ 5 **5%**

N/r : 3

en augmentation par rapport à la somme qui a été mandatée en 2005 ?

Oui ☐ 17 **16%** Non ☐ 15

Si oui, il bénéficie d'une augmentation de :

Moins de 15 % ☐ 12 **12%** De 15 à 25 % ☐ 4 de 25 à 35 % ☐ inconnu : 1

8. Votre CIO est-il menacé de disparition pure et simple ?

Oui ☐ 7 **4%** Non ☐ 166 **86%** inconnu : 20

(Agrandissement du secteur d'intervention : 1)

de transformation en annexe ?

Oui ☐ 7 **4%** Non ☐ 162 **84%** inconnu : 4

9. Avez-vous pour 2006/2007 une diminution du nombre de COP ?

Oui ☐ 6 **3%** Non ☐ 178 **92%** inconnu : 9

du nombre de personnel administratif ?

Oui ☐ 8 **4%** Non ☐ 176 **91%** inconnu : 9

10. Avez-vous des problèmes de personnels non remplacés (absence de TZR par exemple) ?

Oui ☐ 50 **26%** Non ☐ 134 **69%**

Si oui précisez,

Manque de TZR sur zone

Pb des remplacements de personnels en congés (maternité, CPA etc ;), des temps partiels

Pb des remplacements des personnels administratifs en particulier pendant les petites vacances

11. Autres problèmes : **Voir page 5**

BREF COMMENTAIRE

Le nombre de réponse, 190 à ce jour, donne un échantillon très représentatif (plus du tiers de l'ensemble des CIO a répondu.) Les proportions de réponses de CIO à financement par les collectivités et de CIO à financement d'état sont globalement proches de la réalité d'ensemble.

2 CIO sur 10 s'estiment mal logés, une proportion équivalente rencontre des difficultés de logement, ou de relogement.

En matière budgétaire, un quart des CIO n'a pas obtenu la totalité de son enveloppe de frais de déplacement en 2005 alors même que cette enveloppe était souvent minimale, voire insuffisante.

Une proportion comparable de centres voit cette enveloppe baisser à nouveau cette année. Des CIO peuvent donc être concernés par deux baisses consécutives et se trouver dans l'incapacité d'assurer une prise en charge minimale des établissements éloignés.

Pour les CIO gérés financièrement par les collectivités territoriales, l'enveloppe budgétaire globale attribuée aux centres ne semble pas connaître de franche tendance : le pourcentage de ces centres voyant leur budget baisser est approximativement équivalent au pourcentage de ceux dont le budget s'améliore. Plus inquiétante, la proportion de directrice et de directeurs de CIO départementaux qui estiment ne pas pouvoir gérer leur budget de façon autonome atteint 60%. Cette situation, consécutive à l'application rigoureuse aux CIO des règles des marchés publics, peut entraîner gêne, perte de temps, et même difficultés pour réaliser le budget alloué. Parfois, l'idée même de budget spécifique n'existe plus.

14% des CIO concernés déclarent que la collectivité demande l'étatisation du CIO (nos informations nous laissent entrevoir que cette proportion est probablement en deçà de la réalité, au moins dix Conseils Généraux auraient demandé l'étatisation de leurs CIO) Certaines collectivités n'hésitent pas à entamer un bras de fer avec l'Etat, quitte à risquer de paralyser le fonctionnement des CIO concernés.

Pour ce qui concerne les CIO à gestion étatisée, la proportion de ceux qui ont connu une baisse du budget réellement attribué en 2005 (par rapport à celui qui était annoncé) s'avère nettement plus importante (environ 70%) Cette baisse a pu atteindre jusqu'à 35 % du montant . En 2006, la situation ne s'améliore pas, au moins 50 % des CIO étatisés seront concernés par une baisse par rapport à 2005. On imagine la situation de cessation de paiement dans laquelle vont se trouver de nombreux centres, dès le mois de juillet. Par ailleurs, les matériels, équipements, abonnements qui ne seront pas renouvelés, l'impossibilité de téléphoner, d'acheter des timbres...vont entraîner des conséquences directes et considérables sur la qualité du service rendu aux usagers.

4% des CIO sont susceptibles de disparaître rapidement ou d'être transformés en annexe. Il s'agit, le plus souvent, de perte sèche pour nos services.

3% de centres vont connaître une baisse du nombre de poste de COP dès septembre 2006, 4% de postes de personnels administratifs.

Enfin, et ce n'est malheureusement qu'un début, 26% des CIO ont des problèmes de remplacement de personnels. La baisse vertigineuse des néo-recrutés ne pourra qu'aggraver cette situation, dans le contexte contraignant de l'application de la LOLF.

Il est inutile d'insister sur la gravité de la situation que confirme cette enquête. Chacune et chacun y trouvera matière à justifier d'une implication dans la lutte pour faire survivre et se développer notre service public d'orientation

AUTRES PROBLEMES

« Attention au vocabulaire ! On parle constamment de régulation alors qu'il s'agit de réduction de crédits. Une régulation consiste, en raison externe appelant à la solidarité nationale (catastrophe, conflit, etc.) à réduire un budget primitivement voté pour l'affecter à ce besoin nouveau non prévu.

La réduction de crédit est, elle, la conséquence d'une volonté politique en matière de définition des priorités nationales (et européennes) !

Dans notre cas, il s'agit bien de réduction de crédit et non de régulation budgétaire.

Il faut donc savoir se battre sur le moindre centime car c'est en dégradant les conditions d'exercice des CIO que l'on amènera le public à se tourner vers le privé. Chaque poste, chaque euro y compris dans nos salaires

doit faire l'objet d'une lutte sans concession, notamment à l'égard des intermédiaires hiérarchiques qui auraient parfois trop tendance à faire allégeance et à servir de paravent à un pouvoir central dont les préoccupations sont strictement économiques.

Les directrices et directeurs de CIO, du peu qu'il peuvent, doivent être porteurs de ces luttes et battre en brèche toute tentative ou velléité de nous ranger du côté d'un pouvoir servile et morbide. Nous avons choisi et accepté ce poste. Il nous met parfois en première ligne et il nous revient de savoir de quel côté nous nous situons.

Toute autre forme de combat est vouée à mourir de sa belle mort et nous tous avec. »

« Une situation comparative :

- pendant que le CIO passe (en 2005-2006) de 7 à 6 postes de COP pour environ 7000 élèves, la Mission Locale (même périmètre d'action) passe de 5 à 14 personnes, avec création d'un poste de Directeur adjoint, pour environ 1000 jeunes accueillis par an.

- le véhicule de service du CIO vient d'être rendu aux Domaines, la Mission Locale vient d'acquérir 2 voitures de service, plus un mini-car pour transporter les jeunes.

- globalement, les crédits sont égaux en équivalents-Francs à ceux qu'ils étaient à mon arrivée en 1983 : cette année le niveau passe en dessous des frais incompressibles (Chauffage, EDF, téléphone, photocopieuse, eau...). »

« Aucun investissement possible : téléphones complètement dépassés pour lesquels nous payons une forte somme de maintenance alors que l'installateur refuse de se déplacer pour un standard si vieux. Pas de possibilité de changer la moindre chaise ni armoire, encore moins d'ordinateurs. Le bâtiment lui-même n'est pas entretenu : gouttières percées ou tombées, toilettes qui fuient, moquettes déchirées, peintures défraîchies ... »

« Au niveau du personnel, risque de difficultés à partir de l'an prochain (plus de sortants que d'entrants). »

« Un trimestre de frais de déplacement de 2004 ne nous a pas été payé. Le recteur s'est engagé à les payer en 2006, mais c'est alors ceux de 2005 qu'ils ne pourront pas nous payer. »

« Manque de lisibilité et d'objectifs précis de l'expérimentation dans notre académie :

Pb de l'autonomie de gestion budgétaire : dépenses inutiles par le Rectorat (exemple : contrat de maintenance à un tarif élevé sur les standards téléphoniques qui sont vieux et donc irréparables ! conséquence : pas de crédits pour acheter des WISC par exemple... comment travailler sans outils ?) »

« Depuis quelques temps la Mairie souhaite récupérer ses locaux. Après avoir proposé un relogement dans une ancienne école qui devait être rénovée et l'abandon du projet la dite école revendue à promoteur privée, elle ne propose plus rien si ce n'est de nous mettre en rapport avec les nombreux promoteurs privés dont les propositions situent les loyers à 4 fois le coût de fonctionnement actuel. De prolongations en avenant nous devons quitter les lieux au plus tard en décembre 2006. L'IA s'est déplacé auprès du maire quand il y avait encore une proposition, depuis le dossier est alternativement entre les mains du CSAIO et de l'IEN-IO, sans réelle avancée (une piste envisagée à 91 000€ de loyer et charges TTC annuel) tant les urgences dans l'académie mobilisent les énergies. L'absence de reconnaissance du service par la municipalité (très investie auprès de la ML) et de politique négociée d'implantations des services rendent les perspectives très confuses et bientôt très inquiétantes. »

« Aucun dans un futur immédiat. Mais pour la suite, (à échéance 2008) au terme de la contractualisation liant le CIO à l'IA., il me faut "réussir le défi de l'intégration dans la Maison de l'Emploi et l'inscription d'un service de l'Education Nationale dans cette structure" (SIC). IL faut toutefois replacer cette "commande" dans son contexte local.

Le bassin est, en effet, en pleine mutation suite à la fermeture de Matra – auto avec une problématique jeune très particulière. »

« Il n'y a pas eu de suppression formelle de poste dans l'Académie : le recteur a choisi de supprimer budgétairement les 3.5 postes à « rendre » au Ministère en ciblant les CIO à ratio élèves/cop faible et avec rompus, ce qui est notre cas.

En 2005/2006 nous étions donc 5.2 et non pas 6 (Rompus de 40%+20%+20%non remplacés).

Par ailleurs une TZR du département voisin a été rattachée au CIO : habitant à la frontière des deux départements, elle a été nommée sur le 50% laissé vacant par une COP formatrice IUFM. Elle est donc en « surnombre » pour 50% mais non mobilisable sur secteur. C'est simple, non ? »

« Les TZR étant déjà tous occupés, nous avons dû avoir recours à des vacataires 200 heures (sur la base de 20 h par semaine pour le remplacement d'un temps plein).

Pour raison médicale et congés de maternité successifs, 3 EPLE de notre bassin auront, en juin, vu défiler 4 COP différents (la COP titulaire et 3 vacataires pendant 200 h chacun (dont 2 sans la moindre expérience de COP antérieure).

Le différentiel entre les 20 h par semaine accordées (par rapport aux 27h30 par semaine de titulaire « perdues ») s'est traduit par des demi-journées (voire des journées) supplémentaires de fermeture du CIO (notamment pendant les congés scolaires où aucun remplacement n'est accordé aux CIO censés fonctionner comme les EPLE) »

« La suppression d'un poste de COP à la rentrée 2005 a des effets démultipliés du fait de la petite taille du CIO

- seulement 2 COP pour assurer l'accueil sur la semaine, il faut donc que le directeur compense, y compris pendant les vacances, car la demande n'a pas diminué ;

- 9 EPLE à prendre en charge avec 2.5 postes dans une zone rurale très étendue et avec une population scolaire très dispersée. »

« Les CIO d'état (13 CIO et 2 annexes) de l'académie ont vu en 2006 leur budget de fonctionnement amputé (entre 40 et 50 %). »

« Budget en baisse constante depuis 1998 ; budget lamentable. »

« Frais de déplacement insuffisants ou payés avec retard. »

« Problèmes pour l'entretien des bâtiments. »

« Taxe d'apprentissage non reversée (ou partiellement) aux CIO. »

« Vétusté du parc informatique : pas d'ADSL »

« Manque d'autonomie financière : la concurrence eu sein du conseil général entre les budgets CIO et les paiements des vacations de psychologues, de toutes sortes de dispositifs d'orientation (auxquels nous ne sommes pas associés). »

« Problème des CIO de petite taille : souvent ouvert uniquement l'après-midi. »

« Forte disparité entre la charge des COP : de 1100 élèves à 1800 élèves par COP. »

« Il est difficile de donner des taux de diminution de crédits car actuellement dans l'académie, seulement 80% des crédits ont été versés au rectorat. En fonction de la décision qui sera prononcée en septembre par le MEN, le rectorat et donc les CIO auront 100% ou 80% des crédits. Mais en tout état de cause la soustraction est déjà au moins de 10% globalement (par rapport à l'an dernier qui était une mauvaise année budgétaire). Ceci signifie que les loyers ne sont pas compressibles, les autres dépenses le sont. Le fonctionnement courant est désormais très difficile, la présence dans les établissements (CIO rural) va devenir difficile à assurer, la présence dans les établissements me semble vitale. De plus cela fait deux ans que nous n'investissons pas, par exemple l'achat du WISC 4 est impossible.

Nous avons pour objectif de boucler l'année scolaire en matière de déplacement, après juin nous aviserons... mais tous les scénarii sont à envisager. La fin des CIO est proche !!! »

Comme beaucoup de ses semblables sur le territoire national, le CIO Lyon rive gauche – l'un des cinq CIO du Rhône à gestion départementale – vit (notamment depuis le début de l'année 2006 pour ce qui le concerne) des moments pour le moins difficiles.

Et pourtant il était considéré par certains d'entre nous comme un exemple de ce qui serait souhaitable, du moins en tant que structure de centre ville dans une agglomération importante.

Un peu d'histoire et de géographie pour bien comprendre

Le CIO Lyon rive gauche est de création récente (arrêté ministériel du 7 juillet 2000) et résulte de la fusion de deux CIO qui lui pré-existaient sur deux districts scolaires correspondant aux quatre arrondissements lyonnais s'étendant sur la rive gauche du fleuve Rhône, les CIO Lyon Sud et Lyon-Est.

Ces deux ex-CIO, de taille moyenne (7 à 8 postes de COP chacun), fonctionnaient bien, dans une logique de service public de proximité longtemps et âprement défendue par leurs personnels, mais sur des secteurs d'intervention qui étaient à revoir ou, du moins à rééquilibrer, en termes de prise en charge d'établissements, mais aussi de déplacements et d'accessibilité des publics consultants (notamment de certains de ces publics, en évolution constante : les étudiants et les non scolarisés).

D'autres problèmes se posaient : l'un (Lyon Sud) occupait des locaux, loués par la Ville de Lyon, attendant à une école primaire que la municipalité avait décidé d'agrandir, d'où décision de non-

renouvellement du bail de la part du propriétaire ; l'autre (Lyon Est) était installé dans un immeuble bourgeois du quartier des Brotteaux, dans un ancien cabinet d'architecte dont la propriétaire, s'alignant sur les tarifs pratiqués localement, exigeait du Département du Rhône, locataire pour le CIO, un loyer devenu exorbitant (en dernier, de l'ordre de 16 000 Francs mensuels...). D'où la nécessité de reloger rapidement les deux structures. Par ailleurs, compte tenu de « l'enthousiasme » affiché depuis longtemps par la collectivité locale dans la prise en charge des budgets de fonctionnement et de logement des CIO dont elle avait la charge, ces deux centres n'avaient connu depuis de nombreuses années ni rénovation des locaux, ni véritable renouvellement des matériels. Nous recevions donc nos consultants dans des conditions limites d'espace, de confort et de confidentialité.

Dans le même temps, un collège de centre ville, proche du quartier de la Part-Dieu et de la Préfecture, libérait un bâtiment « historique » - construit en 1880 par l'architecte Bossan, réalisateur par ailleurs de la basilique ND de Fourvière – bâtiment qu'il utilisait jusqu'alors comme annexe et qui était devenu « propriété » du Département par le jeu de la décentralisation des collèges.

C'était l'occasion, pour la collectivité, de résoudre simultanément la question du relogement des deux CIO, en investissant dans la restructuration d'un beau bâtiment bien situé, dont il avait la « jouissance »...(*investissement qui pourrait dès que possible être rentabilisé au profit des services du Département, le jour (tant attendu) où celui-ci serait libéré de la charge des CIO...?*) et de réaliser sur le budget de fonctionnement d'intéressantes économies d'échelle.

Quant à notre autorité de tutelle, elle percevait bien l'opportunité de réaliser en centre ville, dans un quartier attractif et très bien desservi par les transports en commun un CIO prestigieux et rapidement connu du public, bien installé et équipé aux frais de la collectivité locale. Après avoir entendu les revendications des tenants du maintien du service de proximité, elle a opté pour une fusion qui garantirait le maintien des effectifs (hormis un poste de directeur rendu disponible pour permettre l'émancipation en service autonome d'une antenne de CIO sur un autre district).

Ainsi fut créé le CIO Lyon rive gauche en juillet 2000.

Un cahier des charges fut élaboré conjointement par les deux autorités pour l'aménagement des locaux proposés par le Conseil Général, un architecte désigné (qui a du reste tout à fait bien compris les attentes des personnels exprimées dans le cahier des charges et proposé un « avant-projet de Centre d'Information et d'Orientation » séduisant et pertinent), une demande de permis de construire déposée et des travaux programmés sur un an, pendant lequel le nouveau CIO continuerait à fonctionner sur ses deux anciens sites, ce qui permettrait aux deux équipes fusionnées d'apprendre à se connaître et à harmoniser progressivement leurs habitudes de travail. Cependant, comme le futur CIO était situé dans le périmètre lyonnais dit, par l'UNESCO, « patrimoine mondial de l'humanité » (sic), le projet, soumis aux exigences de l'architecte des bâtiments de France, a dû être revu, le budget travaux augmenté de 50 %, et l'échéance de l'installation repoussée à trois ans...

Ce n'est donc qu'en novembre 2003 que le nouveau CIO a vu réellement le jour.

Pendant trois ans, les deux équipes des ex-CIO ont donc eu largement le temps de s'adapter l'une à l'autre, ce qui d'ailleurs s'est fait sans heurts et dans le respect des personnes, l'ensemble des collègues, une fois la décision prise, ayant honnêtement accepté de jouer le jeu.

Oh ! Les beaux jours...

Vacances de Toussaint 2003 : le CIO Lyon rive gauche prend ses marques dans ses vastes et agréables nouveaux locaux entièrement câblés à tous les étages (570 m² de surface utile, presque trop beau !...) ; le public, informé préalablement du transfert, est assez vite présent et semble se montrer satisfait du service rendu (public et gratuit...). Un an plus tard, une statistique de fréquentation fait ressortir qu'il n'y a pas eu de déperdition quantitative par rapport aux deux ex-CIO, mais une modification dans la composition des publics, avec une poussée de plus en plus marquée des étudiants et surtout des non-scolarisés, notamment des plus de 25 ans. Rapidement, le rythme annuel de fréquentation est passé de 4000 à 5000 personnes et était jusqu'à ce jour en progression constante, la qualité de l'accueil rendue possible par le nombre, et donc la présence, des personnels (COPsy et administratives) y étant pour beaucoup.

Dans le même temps, la diversité des sensibilités, l'addition et la complémentarité des compétences, ainsi que l'implantation géographique centrale du CIO ont permis sans trop de remous à l'équipe d'élaborer progressivement un programme d'activité qui commençait à évoluer vers de nouvelles problématiques et des partenariats intéressants, tout en préservant notre spécificité et ce qu'il est convenu d'appeler notre « cœur de métier ».

Tout était loin d'être parfait, mais

ce nouvel outil de travail pouvait ouvrir des perspectives, devenir un lieu de concertation et de réflexion sur l'avenir de nos services et leur donner, face aux concurrents et aux partenaires, un poids et une image de marque, en somme une reconnaissance, dont nous manquons cruellement de plus en plus, pour peu que, au plus haut niveau, notre autorité de tutelle veuille bien, au lieu de les ignorer et de les mépriser, prendre en compte nos missions fondamentales, quitte à les réviser et à les adapter de façon constructive – et concertée – aux réalités et à leurs changements. .

Ce CIO séduisant, bien aménagé, agréable pour le public, merveilleusement desservi par les transports en commun n'avait qu'un – grave – inconvénient : il dépendait financièrement d'un Conseil Général qui depuis plusieurs années, par la voix de son Président, demande régulièrement que soient retirés de sa charge ces CIO occupés par des fonctionnaires d'État, et sur l'activité desquels il n'a aucune prise. Certes, il en est de même pour les collègues, mais ces derniers ont un statut juridique, la compétence partagée Etat-Département repose sur une législation précise et un beau collège bien implanté par le Département est électoralement bien plus porteur qu'un CIO, responsable, c'est bien connu, de tous les maux liés à l'insertion de la jeunesse dans la société...

C'est pourquoi, en novembre 2003, et malgré le niveau de leur investissement financier et la qualité de la réalisation, les autorités du Département du Rhône ont refusé d'envisager la moindre inauguration officielle, surtout en présence des autorités académiques...

De là à penser qu'un jour ou l'autre cet investissement profiterait directement à l'investisseur, qui dès le début, semble-t-il, avait en tête cette hypothèse, il n'y avait qu'un

pas... qui fut franchi bien plus tôt que prévu !

Petit traité de violence institutionnelle, ou désengagement de l'État mode d'emploi.

Après le financement des collègues et de leurs TOS, puis la mainmise sur leur carte scolaire, après le RMI et les personnes âgées, les Départements se sont vus légalement confier la mise en oeuvre de la loi du 11 février 2005 qui, notamment, décentralise et réorganise la prise en charge des personnes handicapées, jeunes et adultes. Concrètement, cela se traduit par une restructuration, au sein de « Maisons départementales des personnes handicapées » (MDPH) de services jusqu'alors de la responsabilité de l'État, les CDES et les COTOREP, et ce à l'échéance, selon la loi, du 1er janvier 2006.

Il n'est pas question de contester le droit, pour les personnes handicapées et leurs associations, de bénéficier d'un service public théoriquement mieux structuré, rationalisé et moins dispersé qu'avant entre trois ou quatre autorités de tutelle.

La collectivité locale a vu ainsi renforcer ses obligations et ses moyens, mais aussi ses pouvoirs : ainsi les Inspecteurs d'Académie et les DDASS n'ont-ils plus d'autorité sur les CDES, sinon par un droit de regard sur la mise à disposition des départements de leurs personnels au sein de GIP entièrement contrôlés par les Conseils Généraux au sein de commissions exécutives ad hoc.

Dans le département du Rhône, cette prise de pouvoir, électoralement très porteuse, s'est effectuée à marche forcée.

1 ère mesure : créer une MDPH, visible du grand public et prestigieuse, dans les meilleurs délais. Comme il faut la localiser rapide-

ment, on décide de l'installer dans un beau bâtiment récemment réaménagé dont dispose le Département au centre ville, à proximité de l'Hôtel du Département. Ce bâtiment est occupé par un CIO ? Qu'à cela ne tienne, c'est un service d'État, qui plus est simple service extérieur et sans statut de l'Éducation Nationale qu'on a seulement l'obligation (simplement réglementaire) de loger quelque part... On le relogera donc.

Unilatéralement, au cours de l'automne 2005, la décision est prise, les élus informés a posteriori et placés devant le fait accompli et, par un remarquable effet d'annonce, l'ensemble des associations d'handicapés du département apprend dès avant Noël 2005 que la MDPH sera installée... à compter du 2 janvier 2006 (!) au 23 rue de la Part Dieu, qui n'est autre que l'adresse du CIO, qui, lui, pas plus que sa hiérarchie, n'est mis au courant.

En janvier, enfin, la direction générale des services du département daigne informer l'Inspecteur d'Académie et propose de reloger le CIO dans les locaux actuellement encore occupés par la CDES, au cours d'un « déménagement croisé » programmé pour la dernière semaine d'avril...

En attendant, la MDPH fonctionnera sur les services sociaux déconcentrés du département, et ses usagers guidés dans leurs démarches par un N° vert...

Réponses de l'Inspecteur d'Académie, puis du Recteur (passons sur les détails) : le relogement proposé du CIO n'est pas acceptable, les locaux envisagés (situés à l'extrême Est de Lyon à la limite de la ville de Bron) se trouvant en dehors de son secteur d'intervention et tout transfert des personnels du CIO, placés sous l'autorité du Recteur, relevant de sa seule décision. Par ailleurs, pour l'anecdote, les

locaux de la CDES proposés en échange au CIO sont une propriété de la Ville de Lyon et sont loués jusqu'en juin par...l'Inspecteur d'Académie, qui demande par ailleurs que CDES et CIO aient la possibilité d'achever sans perturbations l'année scolaire en cours !

Il s'en suit, courant mars des échanges téléphoniques et épistolaires entre les autorités rectORAles et départementales, à la limite de l'insulte de la part de ces dernières, et d'une rare vigueur, pour ne pas dire violence !

Mais peu importent les objections et la teneur de ces contacts entre hiérarchies, ainsi que la sidération, puis les protestations et la mobilisation des personnels concernés des deux côtés : les services du département poursuivent imperturbablement l'application de leurs décisions ; une opération de déménagement est maintenue pour le 26 avril et les jours suivants, et une entreprise désignée pour l'exécuter quoi qu'il en coûte. Les personnels de l'ex-CDES, passés sous la tutelle du département, obtempèrent bon gré mal gré (on passe outre l'avis de l'Inspecteur d'Académie de maintenir le service des deux structures sans perturbations jusqu'à la fin de l'année scolaire) et, mi-avril, lors d'une réunion de compromis entre les deux parties, présidées plutôt qu'arbitrées par le Secrétaire Général de la Préfecture et son directeur des affaires interministérielles, il est décidé que, provisoirement, le CIO sera maintenu dans ses locaux actuels (objectif premier du Recteur), mais qu'il devra céder à la MDPH les ¾ de la surface utile du bâtiment.

26 avril : sur ordre de sa hiérarchie, le CIO vide ses bureaux (dont les mobiliers sont placés en garde-meuble) et ne conserve pour son usage que l'espace réservé à l'accueil du public et un bureau de secrétariat. Les bureaux et espaces

de travail technique des 17 COP-sys sont réduits à 4 armoires descendues au rez-de-chaussée.

27 et 28 avril : la MDPH (ex-CDES) s'installe dans les surfaces libérées.

Depuis, l'ex-CIO-modèle fonctionne tel le village gaulois, et le Recteur, qui est resté ferme sur ses positions, attend du Département une proposition de relogement qui ne vient pas...

Il convient de noter cependant :

- que la CDES occupait (depuis moins d'un an : juin 2005 !...) des locaux spécialement adaptés à ses missions et que, avec ou sans CIO, elle se trouve désormais obligée de fonctionner dans des conditions nettement dégradées et qui ne sont du reste pas encore définitives
- que le département du Rhône a reçu de l'État un transfert de fonds, en vue de la mise en place de la MDPH, à hauteur de 1 150 000 €...(ce qui lui permet d'amortir d'un coup l'investissement qu'il avait affecté à la restructuration du bâtiment mis à disposition du CIO en 2003)
- que la précipitation avec laquelle les opérations ont été menées semblent en grande partie s'expliquer par une volonté d'affichage liée à une visite programmée le 12 mai du Ministre de la Famille chargé de superviser la mise en place des MDPH. Le Ministre est effectivement venu le 12 mai dans le Rhône, mais n'a pas été amené à visiter la MDPH-CIO (où il était attendu) !...
- que si le CIO Lyon rive gauche est aux premières loges dans cette affaire parce qu'il est violemment atteint dans son fonctionnement, les services directement concernés par la mise en place de la MDPH

et dépendant jusqu'à présent de l'État (DDTEFP pour la CO-TOREP, DDASS et Éducation nationale pour la CDES et le lien avec les associations s'occupant de personnes handicapées) font directement l'expérience, de leur côté, des désastreuses conséquences locales d'un désengagement de l'État que les modalités d'application d'une loi par ailleurs justifiée n'avaient pas prévues.

Conclusions.

Ce qu'ont vécu et vivent depuis quelques mois les personnels du CIO Lyon rive gauche est inadmissible et insupportable, mais cependant bien réel, et montre bien dans quelles directions et avec quelle latitude peuvent évoluer, lorsque le garde-fou est insuffisant, les pouvoirs dits décentralisés.

Ce qui doit en être retenu va cependant bien au-delà de la situa-

tion particulière et caricaturale de ce seul CIO qui n'est que la partie émergée d'un énorme iceberg..

Un peu partout en France, des CIO à gestion départementale connaissent ou ont connu de graves difficultés de fonctionnement, par suite de la négligence ou de la volonté plus ou moins ouvertement affichée des Conseils Généraux de se libérer de la charge de ces services qui ne relèvent pas de leurs compétences de service public et dont, de plus en plus, ils veulent se débarrasser..;

Dans toutes les académies, les CIO d'État voient, par le biais de la LOLF et/ou par la diminution des budgets académiques, leurs moyens de fonctionnement se réduire de façon considérable.

Notre Ministère ignore (délibérément ?) chaque jour un peu plus la réalité et la finalité de nos services. On ne parle plus de

la consultation des services, ni du rapport de l'Inspection Générale, qui moyennant débat, ouvraient des perspectives. En revanche, le rapport Tharin, qu'on croyait enterré, pourrait bien renaître de ses cendres.

Les personnels sont victimes de ces évolutions.

Mais les principales victimes seront, une fois de plus, les plus fragiles de nos usagers, ceux qui ont le plus besoin de nous...

Bernard HANSBERGER
directeur de ce qui reste du
CIO Lyon rive gauche, CIO
exemplaire



Association des directrices
et directeurs de CIO de
Rhône-Alpes

Monsieur le Recteur
de l'Académie de Lyon
Rectorat
92 rue de Marseille
BP7227
69354 LYON Cedex 07

Annecy le 17 mai 2006

Monsieur le Recteur,

Le CIO Lyon Rive Gauche vit actuellement une situation très difficile.

Le Département du Rhône, qui en a la gestion, avait décidé de reloger celui-ci dans d'autres locaux, inadaptés entre autre géographiquement, pour y affecter en lieu et place la nouvelle Maison Départementale des Personnes Handicapées. Votre intervention a permis de suspendre le relogement proposé.

Actuellement, les locaux restant à disposition du CIO, à la même adresse, se résument au rez-de-chaussée sur les 3 étages précédemment mis à disposition, le mobilier et le matériel technique sont stockés au garde-meuble, le public est accueilli par la porte de secours.

Cette opération, conduite par le Département du Rhône, s'est effectuée sans aucune concertation, au mépris de la plus élémentaire des corrections. Elle s'est effectuée au mépris des missions de service public du CIO, au mépris des personnels qui se retrouvent du jour au lendemain sans bureau, sans matériel technique pour travailler correctement, et au bout du compte au mépris des usagers du CIO, à un moment de l'année particulièrement délicat, notamment pour les personnes les plus fragiles.

Cette situation est inacceptable.

L'association des directrices et directeurs de CIO de Rhône-Alpes, adhérente de l'association nationale des directeurs de CIO, est profondément choquée et souhaite manifester son indignation et son soutien à toute l'équipe du CIO et à son directeur.

Nous savons votre attachement aux services d'orientation dont vous avez la charge et nous vous demandons solennellement de mettre en œuvre tous les moyens à votre disposition pour résoudre ce problème et le cas échéant reloger le CIO dans des conditions lui permettant d'assurer normalement ses missions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Recteur, l'expression de mes sentiments respectueux.

Patrick DEPERRAZ
Directeur du CIO d'Annecy
Président de l'ADCIO Rhône-Alpes

POSITION DE L'ANDCIO SUR L'APPLICATION DE LA « RÈGLE DE STABILITÉ MINIMALE » LORS DE LA CAPN DU 06 FÉVRIER 2006.

Nous écrivions, dans la lettre N° 21, de janvier 2006, consacrée aux réactions de notre association aux propositions contenues dans le rapport sur le fonctionnement des services d'information et d'orientation de l'IGEN-IGAENR, la phrase suivante : « Le recrutement par concours ainsi que la stabilité minimale et l'obligation de mobilité sont des corollaires de l'assimilation au statut de personnel de direction et ne soulèvent donc, **dans ce cadre**, aucune objection de notre part. »

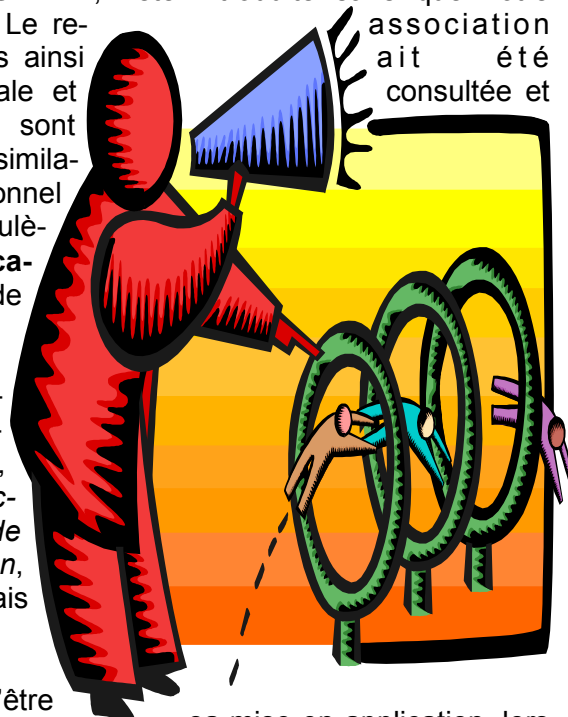
Cette position, qui réaffirme l'une de nos principales propositions, *l'assimilation des directeurs de CIO au statut de personnel de direction*, demeure plus que jamais la notre.

Il n'est point besoin d'être un fin lettré pour en conclure que, **hormis dans ce cas de figure**, les obligations afférentes au statut de personnel de direction ne constituent pas, en elles-mêmes, l'objectif de l'ANDCIO. Accepter les contraintes du statut de chef d'établissement sans en avoir, ni la reconnaissance officielle, ni les avantages matériels et financiers, nous apparaîtrait être un marché de dupes.

Dans la mesure où rien ne laisse actuellement entrevoir une volonté du Ministère d'améliorer le statut des directeurs de CIO, nous regrettons la pré-

sence, au B.O. spécial N° 8, d'une disposition restreignant, sans aucune contrepartie statutaire et financière, la possibilité de demander une mutation pour les directeurs de CIO : « *Lors de l'examen des dossiers, seront privilégiées les candidatures des personnels justifiant d'une stabilité d'au moins trois ans dans leur poste précédent.* » Cette disposition a été introduite sans que notre

association ait été consultée et



sa mise en application, lors de la CAPN semble avoir été quelque peu erratique.

Il nous semble tout particulièrement regrettable qu'une telle mesure ait été appliquée de façon rétroactive, à des collègues qui s'étaient engagés les années précédentes dans les fonctions de directrices ou de directeur, en acceptant un premier poste éloigné de leur domicile, de leur famille, sans connaître cette contrainte.

D'autres problèmes, consécutifs à ce que des postes libérés par le départ à la retraite de

leur titulaire, n'ont pas été mis au mouvement, ont ajouté aux dysfonctionnements de cette campagne de mutation.

L'ANDCIO n'a pas vocation à siéger en CAPN. Cependant, les problèmes de gestion des personnels, en ce qu'ils sont source de difficultés importantes pour les directrices et directeurs qui en sont victimes nous concernent, au-delà de la solidarité normale avec les collègues. C'est de l'avenir, à court terme, de notre fonction qu'il s'agit. Dès cette année, des candidates et candidats, bien placés sur la liste d'aptitude, ont renoncé à solliciter un poste de directeur de CIO.

S'il nous semble plus que jamais urgent et indispensable de réformer le statut des directeurs de CIO, nous souhaitons que l'accès à notre grade fasse l'objet d'un traitement sérieux et équitable, afin de ne pas risquer de dissuader les candidates et candidats à postuler pour des fonctions qui exigeraient trop de contraintes sans véritable reconnaissance statutaire.

Sa n s
d o u t e ,

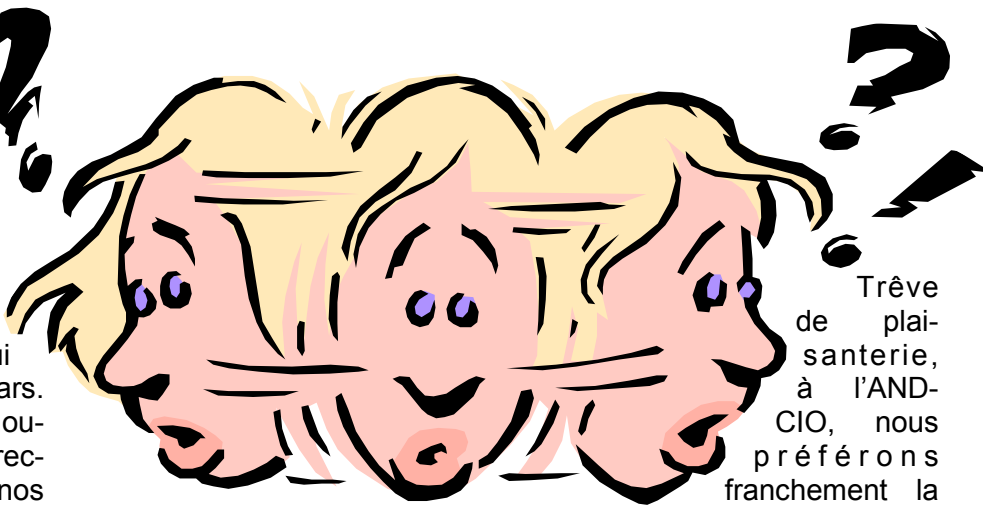
comme moi, avez vous été surpris par la petite parenthèse qui figurait en fin du texte de la pétition qui nous est parvenue le 17 mars. A la suite de la CAPN du mouvement des directrices et directeurs de CIO, certains de nos commissaires paritaires sollicitaient notre signature pour que soit revue la situation des personnels notamment lésés par l'application de la « règle des trois ans. »

« Non seulement on nous refuse la hors classe, mais on s'aligne sur des dispositions mises en place pour les chefs d'établissements (un clin d'œil pour faire plaisir à certains ?) »

Sans doute, comme moi, vous êtes vous demandé qui étaient les « certains » auxquels la technostucture du ministère réservait ses œillades, tenait tellement à faire plaisir ?

Sans doute encore, vous êtes vous interrogés sur la nature de l'influence exercée par quelque groupe de pression, dont la puissance occulte réduisait à néant le fonctionnement paritaire des instances légitimement élues...

Mais quels sont donc ces disciples du roi Mithridate qui prendraient plaisir à s'administrer progressivement les tourments et souffrances habituels des chefs d'établissements, à revendiquer leurs contraintes



avant d'en avoir le statut ?

Personnellement, j'ai eu beau chercher, retourner en tous sens mes connaissances des organisations, associations, groupes d'influence plus ou moins formels qui animent les débats de notre petit monde, je n'ai pas pu trouver de qui il s'agissait.

Serait-il possible que les rédacteurs de cette pétition, compatissant au dépit des collègues à la suite de la CAPN, aient adjoind à cette action de principe un petit dérivatif en forme de devinette, histoire d'amuser un peu, de distraire les intéressés et l'ensemble d'une profession légitimement inquiète de son sort ?

Dans ce cas, nous devrions, en toute logique, bénéficier, lors d'une prochaine pétition, de la solution à cette énigme, inscrite en petits caractères, à l'envers de la page, comme il est d'usage de faire dans ce genre de sains exercices d'entretien des capacités intellectuelles.

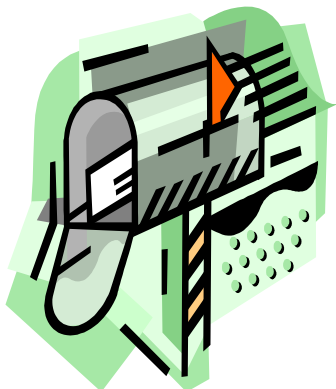
Comme vous, sans doute, je suis impatient de connaître la clé de ce mystère...

Trêve de plaisanterie, à l'AND-CIO, nous préférons franchement la concertation entre

les organisations, dans le respect des spécificités et des différences, la conduite concertée d'actions regroupant le front le plus large, sur des objectifs clairs, dans le cadre de l'intérêt général, de la transparence et de l'équité.

Ce type d'actions nous plait encore plus que la résolution de devinettes, et, ma foi, semble donner quelques résultats intéressants lorsque les organisations syndicales qui nous représentent s'attachent à les conduire dans un souci d'unité.

Denis Petruzzella



REUNION DE L'ANDCIO mercredi 29 mars 2006 au cio de Saverne

Etaient présents : Dominique Burel Dcio Thionville, Dominique Lagaude Dcio Epinal, Jean-Christophe Goetschy Dcio Sarreguemines, Marie-France Grandadam Dcio Colmar, Mireille Desplats Dcio Sélestat, Marie-Claude Dufour Dcio Schiltigheim, Raymond Fischer Dcio Strasbourg-Nord, Claude Rohrer Dcio Saverne, Henri Fichter Dcio Strasbourg-sud, Jean-Joseph Jacobs Dcio Haguenau, Claudine Léonard Dcio Illkirch.

L'objectif de la réunion était de débattre sur les sujets d'actualité concernant l'avenir des cio, de réfléchir à la position de l'Andcio et d'échanger sur l'expérience d'une association académique.

L'état des lieux :

Il y a une baisse de recrutement de l'association sur le plan national. Dans l'académie de Nancy-Metz, 24 Dcio sur 27 adhèrent à l'association académique qui a été créée il y a 12-13 ans. L'existence de l'association académique permet de se réunir régulièrement (3 à 4 fois par an) pour échanger, travailler autour d'un projet et du coup fédérer plus de personnes. Dans l'académie de Strasbourg sur 17 Dcio, pour le moment 9 adhèrent même si tout le monde n'a pas encore réglé sa cotisation.... il y a 3 ans tout le monde adhérerait sauf un Dcio ...

La position de l'Association :

L'Association Nationale doit transcender les clivages syndicaux, la solidarité entre collègues est inscrite dans les statuts. Il existe un groupe Inter-Organisation qui regroupe l'Andcio, le syndicat des IEN-IO, l'amicale des CSAIO L'ACOPF , SNES et le SGEN et qui a pour objectif d'adopter une position commune, la dernière plateforme a eu lieu en 2003.

L'Andcio a de bonnes relations avec l'amicale des CSAIO, chacune fait remonter ses positions. L'association ne doit pas seulement être une amicale, il y a une Assemblée Générale avec des élections et les positions sont validées en CA , elle a un projet qui se modifie en fonction de la conjoncture.

L'Andcio a une place importante dans la prise en compte des Dcio et des Cio, elle demande que le Cio ait un statut et puisse compter en son sein des personnels de types différents par exemple des documentalistes .

Quel statut possible ? GIP départemental ? le directeur serait départemental, l'Andcio n'est pas pour, Etablissement Public régional ? il faudrait alors trouver un statut pour le Dcio, l'Andcio n'y est pas opposée, le SGEN propose des EPLIO

dont le financement serait assuré par la Région....

L'Andcio - pense que les missions des Cio doivent être des missions d'ouverture, que le Cio est au centre d'un dispositif formation-orientation-insertion.

- demande la hors-classe pour les conseillers d'orientation-psychologues.
- travaille sur la place du Cio dans le Bassin

Les textes nationaux sont flous et ne citent pas les Dcio en tant que tels.

Pourquoi une Association Académique ?

On a intérêt à s'organiser sur le plan régional pour fédérer des sensibilités différentes et cristalliser autour d'un projet.

Autrefois tout le monde était présent à des réunions 2 ou 3 fois par an.

On pourrait faire des propositions à monsieur Percq ? Et l'expérimentation ??? nous en saurons peut-être plus mardi prochain ??

Et le fonctionnement des Cio ? on n'en parle jamais, on ne parle pas non plus de la place du Cio ni de celle du Dcio.

Un DESCO avait eu l'idée en l'été 2005 de nommer le Dcio régisseur de Recettes et de Dépenses, le texte existe mais n'est jamais paru...

Mireille D. pointe la fameuse obligation des nouveaux Dcio de rester 3 ans dans le poste, cette règle ne devrait s'appliquer que s'il y a effectivement égalité des barèmes. L'Andcio est opposée à cette règle tant qu'on n'a pas de statut d'encadrement ou de personnel de direction.

On pourrait encore évoquer ensemble le budget 2006 (avec la possibilité de trouver des financements par le GIP ??), le problème des remplacements non assurés, le câblage retardé pour certains, les travaux de sécurité, les frais de déplacement 2004 (et peut-être 2005 et 2006...), la journée de solidarité...

cordialement, Claudine Léonard.



**Association Nationale des Directeurs
de Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet :

<http://perso.wanadoo.fr/adcio>

BULLETIN D'ADHESION 2005 – 2006

(Ouvert aux collègues faisant fonction de DCIO)

ACADEMIE :

NOM : M. Mme Melle ⁽¹⁾

Prénom :

Lieu d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE - DRONISEP – SAIO – AUTRE (à préciser) ⁽¹⁾ :
VILLE :

Rubriques à renseigner en cas de 1^{ère} adhésion ou de modifications

Adresse :

Tél. :

Fax :

Mél du service (CIO – SAIO – DRONISEP - AUTRES) :

Mél DCIO professionnel :

Mél DCIO personnel : *(facultatif)*

Éventuellement, ancienne affectation (académie - ville) :

Adresse personnelle : *(facultatif)*

Fait à _____, le _____
Signature,

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

L'assemblée générale ordinaire du 22 octobre 2005 a fixé le montant de l'adhésion pour l'année scolaire 2005-2006 à **45 € pour les actifs** et à **20 € pour les retraités**.

Les actifs peuvent régler leur cotisation en deux fois.

Dans ce cas il convient d'établir **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant au verso du deuxième chèque la date à laquelle il pourra être présenté à l'encaissement.

Bulletin d'adhésion à envoyer directement au trésorier accompagné de votre cotisation (ou à remettre au délégué académique : possibilité d'envoi groupé).

Votre carte d'adhérent vous parviendra soit directement, soit par l'intermédiaire de votre délégué académique.

N.B. Pour permettre à chaque adhérent de voter lors de l'Assemblée Générale (qui se déroule habituellement en septembre), la période d'adhésion s'étend du 01.10.2005 au 30.09.2006.